



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**CHRU**  
**Besançon**

11 mars 2024

## ***Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires***

**152 milliards d'euros : voilà les bénéficiaires net qu'ont cumulé les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour. Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025...**

**En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !**

### **De l'argent il y en a !**

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce

gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

### **Une seule solution : la mobilisation !**

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Élior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

La journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réductions budgétaires.

Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

### ***Dans 15 jours, collecte pour le bulletin***

Dans 15 jours, les militants du NPA solliciteront votre soutien financier. Le bulletin NPA dénonce tous les quinze jours les méfaits petits et grands résultant de la politique du gouvernement contre les services publics. Il défend des perspectives communistes et révolutionnaires.

Si vous l'appréciez, donnez à la collecte !

### ***Service de santé de classe***

Les pics au service d'accueil des urgences sont irréguliers, et sans solutions acceptables pour les patients qui attendent de très nombreuses heures sur des brancards, ni pour les agents qui ne peuvent accepter cette situation, et les prises en charges qui peuvent être maltraitantes.

Alors que cette situation perdure depuis de nombreux mois, pour ne pas dire d'années, l'ARS ne lève pas le petit doigt.

### ***Cela ne changera pas nos conditions de travail***

Le directeur général et la DRH ont changé. Cela ne modifiera pas nos conditions de travail qui se dégradent. Les directeurs passent et rien ne se passe...

### ***De mal en pis***

Il manque à ce jour 175 ETP alors que l'activité ne cesse d'augmenter. 59 lits ont été fermés en 2022. La polyvalence, la direction n'a que ce mot à la bouche. Là aussi, comme dans de nombreux établissements, on a recours aux heures supplémentaires et Hublo tourne à fond la caisse. Mais travailler toujours plus pour avoir des salaires corrects n'est pas une solution.

### ***Cause toujours***

La direction, si l'on en croit *l'Est républicain*, s'est fait prendre à partie par une association de patients. Ceux-ci ont dénoncé l'attente excessive au bureau des entrées pour avoir des étiquettes. Cette attente peut aller jusqu'à une heure. Du coup la direction s'est sentie obligée de dire qu'elle réfléchissait à ouvrir un second bureau des entrées. Les promesses ne coûtent rien...

### ***Heureux comme des sardines en boîte***

Les unités de psychiatrie qui sont encore à Saint-Jacques devraient remonter à Minjoz d'ici un ou deux ans. Néanmoins la direction ne prévoit pas d'agrandir les parkings, ni le self, alors que les places manquent déjà. Mais c'est plus difficile d'empiler les voitures que d'entasser les patients dans les couloirs.

### ***Remiremont dans la rue en défense de l'hôpital***

Au moins 1000 personnes ont manifesté samedi 9 février dans la petite ville de Remiremont dans les Vosges. En effet, cela fait maintenant plus de 60 jours que les urgences de nuit sont fermées et qu'il n'y a plus que quatre médecins urgentistes. Environ un tiers des habitants du département se retrouvent sans prise en charge médicale de nuit. La population craint la fermeture définitive. Dans la manifestation, une banderole déclarait : « Des milliards pour la guerre, des clopinettes pour la santé ». Il est grand-temps d'imposer l'inverse !

### ***Les bas-de-plafond de l'Action française en action***

Le jour même de la cérémonie inscrivant la liberté d'accès à l'IVG dans la Constitution, l'Action française, mouvement royaliste, a vandalisé à La Roche-sur-Yon la statue de Simone Veil qui fit adopter en janvier 1975 la loi dépénalisant l'avortement. Dans une vidéo revendiquant cette action, on peut voir une petite dizaine de personnes filmées de dos en train de déposer au pied de la statue des poupées de bébé aspergées de faux sang puis de teindre en rouge l'eau de la fontaine que la statue surplombe. Si cet acte de vandalisme imbécile ne peut que révolter, il est cependant réconfortant de constater que l'extrême droite est incapable de mobiliser plus qu'une poignée de crétins pour s'en prendre symboliquement aux droits des femmes.

### ***Macron au front***

Après avoir évoqué l'envoi de troupes en Ukraine, Macron en rajoute. Lui qui ne voulait « pas humilier » le dictateur Poutine et qui le laissait réprimer les révoltes populaires en Biélorussie et au Kazakhstan joue maintenant au chef de guerre. C'est soi-disant pour aider le peuple ukrainien qu'il pourrait y envoyer des militaires. Au Mali, en Centrafrique ou en Afghanistan, on la connaît la fameuse « aide » militaire française !

Il y a certainement des manœuvres politiciennes et électoralistes derrière les déclarations de Macron. Mais surtout des calculs impérialistes, pour le compte des marchands d'armes et des capitalistes français qui veulent défendre leurs intérêts dans la région, quoi qu'il en coûte... aux classes populaires qui serviront de chair à canon.

Que Macron lance un coup de sonde ou prépare un vrai projet, cela ne change rien à la menace bien réelle de guerre qu'entretiennent les dirigeants du monde capitaliste.